



## **PACE rapporteur: sentences against young demonstrators in Belarus are 'harsh and unjustified'**

Strasbourg, 25.04.2008 – Commenting on the outcome of the trials against Andrei Kim and nine other young people in Belarus who were arrested after taking part in the entrepreneurs' demonstration of 10 January 2008, Andrea Rigoni (Italy, ALDE), the Council of Europe Parliamentary Assembly's rapporteur on the situation in Belarus, said: "The sentences handed down against these young political activists are harsh, unjustified, and constitute an abuse of the criminal justice system for political purposes."

"I respect these courageous youths for engaging in political activities and defending their ideas in spite of the risks that they run," the rapporteur said.

"Personally, I continue to support dialogue with the broadest spectrum of actors in Belarus, including the authorities. But they should not have any illusions: unless they prove, through consistent acts, that they respect human rights and democratic principles, they will contribute to deepening their own isolation.

"The liberation of six political prisoners some weeks ago showed that the authorities have a clear understanding of what steps they should take to bring Belarus closer to Europe. But Europe will never content itself with mere tactical or cosmetic changes. Only clear and tangible signs of sincere, resolute and irreversible willingness on the part of the authorities to endorse European values can successfully break their isolation," he added.

Last week PACE adopted a [resolution](#) and [recommendation](#) denouncing abuse of the criminal justice system in Belarus.

## **Bélarus : les condamnations à l'encontre de jeunes militants politiques sont « sévères et injustifiées », selon un rapporteur de l'APCE**

Strasbourg, 25.04.2008 – S'exprimant sur les procès contre Andrei Kim et neuf autres jeunes gens, arrêtés en raison de leur participation à la manifestation des entrepreneurs du 10 janvier 2008, Andrea Rigoni (Italie, ADLE), Rapporteur de la Commission des questions politiques de l'APCE sur la situation au Bélarus, a déclaré : « Les condamnations prononcées à l'encontre de ces jeunes militants politiques sont sévères, injustifiées et constituent un recours abusif au système de justice pénale à des fins politiques ».

« Je respecte ces jeunes gens courageux qui se sont engagés dans des activités politiques et ont défendu leurs idées malgré les risques qu'ils couraient. »

« Personnellement, je continue à encourager le dialogue avec l'éventail le plus large possible d'acteurs au Bélarus, y compris les autorités. Mais elles ne devraient se faire aucune illusion : à moins qu'elles ne prouvent par des actes cohérents qu'elles respectent les droits de l'homme et les principes démocratiques, elles contribueront à accroître leur propre isolement. »

« La libération de six prisonniers politiques il y a quelques semaines a montré que les autorités ont bien compris quelles sont les mesures qu'elles doivent prendre pour rapprocher le Bélarus de l'Europe. Mais l'Europe ne se contentera jamais de simples changements tactiques ou de pure forme. Seuls des signes clairs et concrets d'une volonté sincère, ferme et irréversible de la part des autorités en faveur des valeurs européennes réussiront à briser leur isolement. »

L'APCE a adopté la semaine dernière une [résolution](#) et une [recommandation](#) dénonçant le recours abusif au système de justice pénale au Bélarus.